

RAPPORT (1997) DU GROUPE DE TRAVAIL DES
ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT

I. Organisation des travaux du Groupe de travail

1. Le Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat a été établi par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 20 février 1995, conformément aux dispositions du paragraphe 5 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "Mémorandum d'accord"). Tous les Membres qui en expriment le désir peuvent être membres du Groupe de travail. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont également ce statut auprès du Groupe de travail. Pendant la période considérée, M. Peter May (Australie) et M. Jacques Teyssier d'Orfeuil (France) en ont respectivement assumé la présidence.

2. Le mandat du Groupe de travail, défini au paragraphe 5 du Mémorandum d'accord, est le suivant: 1) examiner les notifications et les contre-notifications au sujet du commerce d'Etat; 2) examiner, au vu des notifications reçues, l'adéquation du questionnaire concernant le commerce d'Etat (IBDD, S9/193-194) et l'éventail des entreprises commerciales d'Etat ayant fait l'objet de notifications conformément au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord; et 3) dresser une liste exemplative indiquant les types de relations entre pouvoirs publics et entreprises et les types d'activités auxquelles celles-ci se livrent et qui peuvent présenter un intérêt pour l'application de l'article XVII.

3. Le présent rapport est soumis conformément au paragraphe 5 du Mémorandum d'accord. Il décrit les activités du Groupe de travail pendant la période considérée (novembre 1996-novembre 1997).

4. A ce jour, les Membres ci-après ont participé aux réunions du Groupe de travail: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Bangladesh, Brésil, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Communautés européennes et leurs Etats membres, Corée, Costa Rica, Cuba, Egypte, El Salvador, Etats-Unis, Honduras, Hong Kong¹, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Venezuela et Zambie. La Chine, la Fédération de Russie, le Taipei chinois et le Viet Nam ont assisté aux réunions en qualité d'observateurs.

5. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a tenu trois réunions formelles: les 18 février, 18 juillet et 14 novembre 1997. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/STR/M/7-9. En outre, le Président a tenu sept réunions informelles dans le but de faire progresser les travaux du Groupe dans les domaines prescrits par le Mémorandum d'accord.

¹Depuis le 1er juillet 1997, le nom de ce Membre est "Hong Kong, Chine".

II. Notification et examen des activités de commerce d'Etat des Membres

6. Conformément à l'article XVII du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord, tous les Membres doivent présenter chaque année des notifications concernant leurs activités de commerce d'Etat. Une notification "nouvelle et complète" doit être présentée tous les trois ans, avec, dans l'intervalle, des notifications de mise à jour indiquant tout changement survenu depuis la notification complète. A chacune des trois réunions, le Président a souligné la nécessité de respecter les délais fixés pour la présentation des notifications requises en application de l'article XVII et du Mémorandum d'accord.

7. Depuis que la première demande de notifications "nouvelles et complètes" sur les entreprises commerciales d'Etat a été distribuée (en mars 1995), des notifications de ce genre ont été présentées par 55 Membres, les Communautés européennes et leurs Etats membres comptant pour un. Des notifications de mise à jour pour 1996 ont été présentées par 28 Membres, et par 16 Membres pour 1997. (Voir l'annexe du présent rapport.)

8. A sa réunion du 18 février 1997, le Groupe de travail a procédé à l'examen: 1) des nouvelles notifications complètes présentées par la Côte d'Ivoire, El Salvador, l'Islande, Israël, la Jamaïque, la Slovénie et la Tunisie; 2) des notifications de mise à jour de l'Afrique du Sud, de la Colombie, des Emirats arabes unis, de l'Indonésie, du Japon, du Pérou, de la République slovaque et de la Thaïlande. Un certain nombre de Membres ont posé des questions détaillées à propos de quelques-unes des notifications, nouvelles ou de mise à jour, et le Président a fait remarquer que parmi ces questions il y en avait qui s'apparentaient à des contre-notifications, alors qu'aucune n'avait été présentée jusqu'alors.

9. A sa réunion du 18 juillet 1997, le Groupe de travail a examiné les nouvelles notifications complètes présentées par le Botswana, la Bulgarie, le Mexique, la Namibie et le Venezuela, ainsi que les notifications de mise à jour de la Corée, de la Hongrie, de Maurice, du Pakistan et des Philippines. Une délégation a soulevé la question du délai imparti pour présenter les réponses écrites aux questions posées au sujet des notifications, et le Président a souligné la nécessité de procéder à l'exercice des questions et réponses en temps voulu. Les documents contenant les questions et les réponses figurent dans la série G/STR/Q1/-.

10. A sa réunion du 14 novembre 1997, le Groupe de travail a examiné les nouvelles notifications complètes présentées par le Liechtenstein et la Zambie, et les notifications de mise à jour communiquées par les Membres ci-après: Afrique du Sud, Argentine, Canada, Chili, Etats-Unis, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pérou, Roumanie, Suisse, Thaïlande et Turquie. Des questions ont été posées au sujet de plusieurs de ces notifications, et un échange de vues s'est engagé sur la question de savoir si, dans certaines circonstances, l'octroi de licences dans le cadre de contingents tarifaires pouvait constituer un droit ou privilège exclusif ou spécial au sens de l'article XVII ou du Mémorandum d'accord.

III. Programme de travail découlant du mandat du Groupe de travail

11. Au sujet de son programme de travail, le Groupe a décidé, à sa réunion de février 1996, que les travaux de fond relatifs à la révision du questionnaire de 1960 sur le commerce d'Etat et à l'établissement d'une liste exemplative seraient menés dans le cadre de consultations informelles auxquelles tous les Membres qui le souhaiteraient pourraient participer.

12. A la réunion du 18 février, le Président a rendu compte des résultats de la consultation informelle qu'il venait de tenir sur ces deux points. Il a dit qu'il y avait encore des problèmes à résoudre, mais que le Groupe paraissait sur le point d'arriver à un consensus sur un projet de questionnaire révisé (distribué par la suite sous la cote G/STR/W/30/Rev.1), qui pourrait être soumis au Groupe de travail

pour examen et adoption. Il a également indiqué que, bien que les travaux concernant la liste exemplative n'aient pas progressé au même rythme que ceux relatifs au questionnaire, des propositions étaient à l'étude et que l'on pouvait espérer disposer sous peu d'un document de travail contenant une liste exemplative.

13. A la réunion du 18 juillet, le Président a rendu compte des résultats des deux consultations informelles qu'il avait tenues sur ces deux points. Le pronostic selon lequel un consensus allait se dégager sur le projet de questionnaire révisé s'était révélé trop optimiste. Si l'on avait bien progressé sur certaines parties du texte, d'autres - en particulier celles concernant le type de renseignements statistiques qui serait demandé - causaient bien des difficultés. Le Président a dit qu'il poursuivrait les consultations informelles et qu'il se sentait encouragé par la volonté des participants de rapprocher les différents points de vue. Il a aussi rappelé la nécessité de mener parallèlement les travaux sur la liste exemplative et ceux concernant le questionnaire.

14. A la réunion du 14 novembre, un certain nombre de Membres ont fait valoir qu'une liste exemplative serait utile pour préciser ce qui constituait un droit ou privilège exclusif ou spécial au sens de l'article XVII et du Mémoire d'accord. Le Président a indiqué où en étaient les consultations informelles qu'il avait menées sur les deux questions. De grands progrès avaient été réalisés pour ce qui était du projet de questionnaire révisé, et il semblait possible de parvenir sous peu à un accord sur un texte final. Les travaux concernant la liste exemplative s'accéléraient aussi, et un projet de texte récapitulatif serait examiné à la réunion informelle suivante. Le Président poursuivrait ses consultations informelles, et il espérait que les deux tâches pourraient être achevées dans les premiers mois de 1998 afin que le questionnaire révisé puisse être utilisé pour les nouvelles notifications complètes qui devraient être présentées en 1998.

ANNEXE

NOTIFICATIONS² PRESENTÉES PAR LES MEMBRES DE L'OMC AU TITRE DE
L'ARTICLE XVII:4 a) DU GATT DE 1994 ET DU PARAGRAPHE 1 DU
MEMORANDUM D'ACCORD DE L'OMC SUR L'INTERPRETATION
DE L'ARTICLE XVII

Etat au 10 novembre 1997

Membre	Nouvelle notification complète	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)
Afrique du Sud	X	X	X
Angola			
Antigua-et-Barbuda			
Argentine	X	X	X
Australie	X	X	
Bahreïn			
Bangladesh			
Barbade	X		
Belize			
Bénin			
Bolivie			
Botswana	X		
Brésil	X		
Brunéi Darussalam			
Bulgarie	X		
Burkina Faso			
Burundi			
Cameroun			
Canada	X	X	X
CE	X	X	
Chili	X	X	X
Chypre	X		

²"X" indique que la notification a été présentée. Dans les cas où une nouvelle notification complète a été communiquée après la date limite fixée pour la présentation des notifications de mise à jour, il a été considéré qu'elle constituait aussi la mise à jour demandée.

Membre	Nouvelle notification complète	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)
Colombie	X	X	
Congo			
Corée	X	X	
Costa Rica	X		
Côte d'Ivoire	X		
Cuba			
Djibouti			
Dominique			
Egypte			
El Salvador	X		
Emirats arabes unis	X	X	
Equateur			
Etats-Unis	X	X	X
Fidji			
Gabon			
Gambie	X		
Ghana			
Grenade			
Guatemala			
Guinée, Rép. de	X		
Guinée-Bissau			
Guyana			
Haïti			
Honduras	X		
Hong Kong	X	X	X
Hongrie	X	X	
Iles Salomon			
Inde	X		
Indonésie	X	X	
Islande	X		
Israël	X		

Membre	Nouvelle notification complète	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)
Jamaïque	X		
Japon	X	X	X
Kenya			
Koweït			
Lesotho			
Liechtenstein	X	X	X
Macao	X		
Madagascar			
Malaisie	X		
Malawi			
Maldives			
Mali			
Malte	X		
Maroc	X		
Maurice	X	X	X
Mauritanie			
Mexique	X	X	
Mongolie			
Mozambique			
Myanmar			
Namibie	X		
Nicaragua			
Niger			
Nigéria			
Norvège	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X
Ouganda			
Pakistan	X	X	X
Panama			
Papouasie-Nouvelle-Guinée			
Paraguay			

Membre	Nouvelle notification complète	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)
Pérou	X	X	X
Philippines	X	X	
Pologne	X		
Qatar			
République centrafricaine			
République démocratique du Congo			
République dominicaine			
République slovaque	X	X	
République tchèque	X		
Roumanie	X	X	X
Rwanda			
Saint-Kitts-et-Nevis			
Saint-Vincent-et-les Grenadines			
Sainte-Lucie			
Sénégal			
Sierra Leone			
Singapour	X	X	
Slovénie	X		
Sri Lanka			
Suisse	X	X	X
Suriname			
Swaziland			
Tanzanie			
Tchad			
Thaïlande	X	X	X
Togo			
Trinité-et-Tobago			
Tunisie	X		
Turquie	X	X	X
Uruguay	X		
Venezuela	X		

Membre	Nouvelle notification complète	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)
Zambie	X		
Zimbabwe			
Total*	55/117	28/117	16/117

*Le dénominateur (117) tient compte du fait que la CE présente dans chaque cas une seule notification au nom de l'ensemble des 15 Etats membres. Le nombre total de Membres de l'OMC (132) comprend la Commission européenne plus les 15 Etats membres.